



HAL
open science

“ L’épicentre d’un “séisme électoral”. Le vote Front national en région PACA ”

Christophe Traïni

► To cite this version:

Christophe Traïni. “ L’épicentre d’un “séisme électoral”. Le vote Front national en région PACA ”. Vote en PACA. Les élections 2002 en Provence-Alpes-Côte d’Azur., 2004. hal-02545091

HAL Id: hal-02545091

<https://hal.science/hal-02545091v1>

Submitted on 16 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*L'épicentre d'un « séisme électoral ».
Le vote Front national en région PACA.*

Par Christophe Traïni.

Au lendemain du 21 avril 2002, bon nombre de commentateurs assimilèrent la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle à l'effet d'un véritable « séisme électoral ». Les adeptes de métaphores sismiques de ce type conviendront alors sans doute, avec nous, que l'épicentre de ce vote cataclysmique pourrait certainement être situé au cœur de la région Provence Alpes Côte d'Azur. Alors même que les départements du Sud-est ont toujours fait partie des principaux fiefs de Jean-Marie Le Pen, le premier tour de l'élection présidentielle 2002 est venu confirmer plus encore à quel point l'extrême droite pouvait y remporter ses plus francs succès. Ainsi, les voix remportées par le candidat du FN et du MNR dans la région PACA représentent pas moins de 10% des celles qu'ils recueillent le 21 avril sur l'ensemble du territoire français. Mieux encore, si l'on ajoute aux voix de Jean-Marie Le Pen celles de Bruno Mégret afin de les comparer au score obtenu par le seul président du FN en 1995, on s'aperçoit alors que l'extrême droite gagne 18% de voix supplémentaires à l'échelle nationale contre 22% dans une région PACA pourtant déjà fortement acquise à sa cause. En outre, comparativement aux scores des deux candidats au premier tour, le nombre de voix recueillies par Jean-Marie Le Pen le 5 mai 2002 correspond à un accroissement de seulement 1% à l'échelle nationale contre 9,3% dans la région PACA. Cette dernière constitue donc indéniablement un remarquable poste d'observation des logiques qui commandent l'enracinement de l'extrême droite sur le territoire français. Soulignons pourtant d'emblée qu'il n'existe pas, à notre sens, *un* vote Front National mais bel et bien une pluralité de votes qui devrait nous interdire toute macro-interprétation hâtive. L'objectif de cet article, loin de prétendre mettre au jour la nature véritable du vote Front national dans le Sud-est et encore moins en France en général, se limitera à éprouver la validité empirique d'interprétations récurrentes trop souvent appliquées, ici et là, sans aucune circonspection. Comme on pourra le voir, en effet, une forme de théorie-en-usages est constamment et automatiquement réactivée par des médias bien peu soucieux de contrôler le degré d'extension d'une interprétation censée s'appliquer à l'échelle nationale. Après avoir relevé les écarts manifestes entre ce modèle explicatif et les données propres à la région PACA, nous nous demanderons quels effets ces interprétations fortement médiatisées peuvent produire sur les comportements de certains électeurs¹.

Le vote Front national et le catastrophisme des médias.

Les nombreuses mises en scène de l'émotion suscitée par la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle constituent incontestablement un élément inédit dans le compte rendu médiatique de l'événement. Pour le reste, force est de

¹ Je tiens à remercier ici Pierre Fournier pour ses précieux conseils et suggestions. Les imperfections de ce texte demeurent, bien évidemment, de la seule responsabilité de l'auteur.

constater que les journalistes ont fait preuve de bien peu d'originalité en appliquant systématiquement une grille d'analyse qui, depuis les années quatre vingt, commande la plupart des tentatives d'explication du vote en faveur du Front National. Quelques exemples devraient suffire à décrire les caractéristiques de cette grille d'analyse que chaque citoyen français a déjà rencontrée au moins une dizaine de fois. Signalons qu'il n'est nullement question ici d'un procès en sorcellerie visant à débusquer les travers les plus exemplaires d'un travail journalistique qui serait irrémédiablement voué à l'inanité. Les extraits choisis reflètent des représentations largement partagées par le sens commun et il serait injuste de les assimiler à de simples « inventions » de journalistes. D'ailleurs, le *durcissement interprétatif* que nous voudrions mettre en évidence résulte sans doute d'une forme de vulgarisation et d'actualisation incontrôlée d'éléments théoriques forgés par la science politique elle-même. Contentons-nous, par conséquent, de relever le système fortement cohérent qui sous-tend les analyses du vote Front national produites dans la presse sans oublier que — dans certains cas bien circonscrits — la pertinence dudit système est sans doute indéniable.

[Le vote le Pen s'enracine dans] *la France du Sud méditerranéen, de l'Est et du Nord marquée par la forte présence de l'immigration et par le chômage. Au total, le vote Le Pen dessine une France des métropoles urbaines en crise, de la violence et de l'insécurité.* (*Le Figaro*, 23 avril 2002).

Désespérance sociale, angoisse de l'avenir et de l'ouverture sur le monde, crainte de l'étranger par lequel on se sent menacé, comportements allant jusqu'au racisme, difficultés de vivre : telles sont quelques-unes des motivations du vote qui a bouleversé le paysage politique de la France. [Les témoignages des habitants de circonscriptions fortement « touchées » par le vote Front national permet d'inférer une] *angoisse face au dehors [qui] est sans doute révélatrice d'un grand mal-être et d'une perte de repères (...). Au fur et à mesure qu'il s'est effondré, ce monde a laissé place à un grand désarroi, à des poches de misère, à des cités délabrées où les agissements de quelques bandes de voyous sont particulièrement insupportables pour des populations démunies* (*Le Monde*, 8 juin 2002).

Au Nord et à l'Est, le FN profite des angoisses liées à la mondialisation (...), inquiétudes latentes (...), sentiment d'abandon (...), beaucoup de gens ont été laissés sur le bord de la route (...), une catégorie de sacrifiés qui vit au plus mal la présence de la main-d'œuvre étrangère (...), des régions qui ont beaucoup souffert (*Le Monde* du 14 mai 2002).

À ces analyses proposées par la presse écrite, il conviendrait d'ajouter quelques exemples relatifs à l'information délivrée par les journaux télévisés comme lorsque, le 23 avril, un reportage sur France 2 donne l'occasion à un chômeur de longue durée de témoigner des difficultés qui l'auraient amené à voter pour le Front national. Toutefois, il n'est sans doute pas nécessaire de multiplier les occurrences pour pouvoir identifier les caractéristiques de ces énoncés qui prétendent mettre au jour les ressorts du succès électoral du candidat du Front national. Dans tous les cas, les champs sémantiques utilisés dépeignent avant tout un tableau plein de calamités. Tout se passe, en fait, comme si l'objection morale aux thèses de l'extrême droite condamnait les observateurs à expliquer le phénomène en le rabattant sur des faits néfastes et préoccupants. De là découle, une théorie misérabiliste du vote FN dont la simplicité n'a d'égale que son étonnante plasticité : il existerait un lien causal systématique entre le succès électoral de l'extrême droite et des calamités d'ordre social :

Les succès électoraux FN = f (problèmes sociaux).

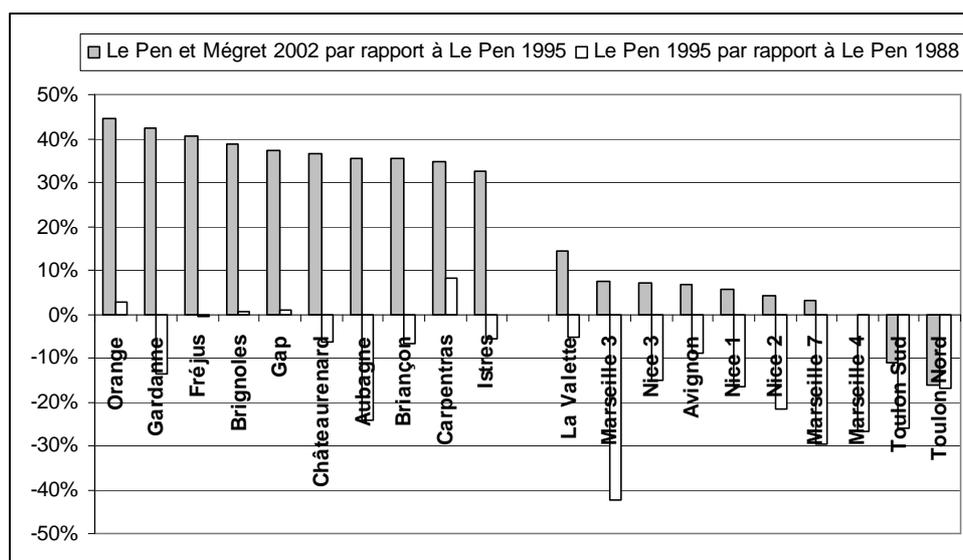
Le vote du Front national serait ainsi une fonction du développement de la « crise », du « chômage », de « la violence et de l'insécurité », de « l'effondrement d'un monde », de « poches de misères et de cités délabrées », des « exactions de bande de voyous », des « contrecoups économiques de la mondialisation », etc... Les succès électoraux de l'extrême droite seraient donc proportionnels à l'accroissement de ces problèmes sociaux que chacun semble pouvoir décliner à l'envie : « Chômage, conditions de vie et insécurité *expliquent* les scores de Jean-Marie Le Pen » (*Le Monde*, 28 mai 2002). L'importance croissante du témoignage individuel au sein du système médiatique exige que la parole de l'électeur FN soit évoquée selon, bien sûr, les modalités postulées par la théorie. Dès lors, cette parole semble ne pouvoir se manifester que sous les traits d'un long gémissement manifestant « l'angoisse », « un grand désarroi », des « inquiétudes latentes », un « sentiment d'abandon », des « difficultés de vivre », bref « un grand mal-être ». En définitive, la figure d'un vote anémique s'impose avec tant de vigueur qu'elle interdit que le vote pour le Front national soit envisagé autrement que comme la manifestation — le terme « symptôme » est généralement ici de rigueur — de multiples formes de dé-moralisation sociale. Le portrait robot de l'électorat FN ressemble alors inmanquablement à celui de « populations démunies », parfois « sacrifiées », toujours « en perte de repères ». Bien sûr, c'est la manière dont ce puissant stéréotype peut être appliqué à la région PACA qui doit plus particulièrement retenir notre attention. Nous avons déjà observé plus haut comment le verdict du *Figaro* tendait à étroitement associer « la France du Sud méditerranéen » à un vote Front national résultant « au total » d'une énième interprétation calamiteuse du phénomène. À cette lecture à très haute altitude, il convient pourtant d'ajouter celle proposée par les journalistes locaux afin de noter comment la grille d'analyse observée ci-dessus s'impose bel et bien de l'échelle nationale jusqu'à l'échelle municipale. Ainsi, le journal *La Provence* du 7 mai 2002 proposait à ses lecteurs une « radioscopie des quartiers où l'extrême droite s'enracine ». Comme on pouvait s'y attendre cette investigation aux rayons X a vite fait de révéler « des quartiers dévorés par la paupérisation, des petits commerces qui ferment par dizaines, des taux de chômage records (...), un habitat insalubre qui gagne du terrain, des noyaux villageois encore épargnés par la crise mais repliés sur eux-mêmes. Tels sont les éléments qui nourrissent l'enracinement du Front national dans certains arrondissements de Marseille ». Le diagnostic, comme de coutume, est soigneusement complété par un inventaire des faits alarmants susceptibles d'éclairer, pour chaque arrondissement, la séduction exercée par les sirènes lepénistes : « dans le troisième arrondissement. D'anciens noyaux villageois livrés à la paupérisation », « dans le quatorzième. La faute à l'urbanisme », « dans le quinzième. Renouveau économique et mixité sociale sont toujours de vains mots », etc... S'il ne peut être question, bien évidemment, de dénier la réalité des difficultés sociales invoquées ici, il nous paraît indispensable d'interroger le lien causal que postule, ici comme ailleurs, l'explication théorique misérabiliste du vote FN. Pour ce faire, les données relatives à l'ensemble de la région PACA s'avèreront fort utiles puisque les forts contrastes relatifs aux conditions socio-économiques de certaines de ses quarante circonscriptions législatives — nos unités d'analyse

— sont les mieux à même de corroborer ou non la pertinence de ces interprétations catastrophistes des dynamiques sous-jacentes au vote Le Pen.

« Désespérance sociale » et vote Le Pen ?

L'opération la plus simple pour éprouver la théorie du vote anémique consiste à observer quelles sont, au soir du 21 avril 2002, les zones au sein desquelles l'extrême droite progresse le plus afin de les comparer aux zones où cette progression est la plus faible. Afin de neutraliser les effets des différences démographiques et de taux d'abstention, il convient d'examiner la proportion de voix qui se sont ajoutées ou, au contraire, soustraites à celles obtenues par Jean-Marie Le Pen lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1995. Comme il n'est pas question ici d'analyser les effets de la scission et de la concurrence orchestrée par Bruno Mégret, mais bien plutôt de nous concentrer sur la progression de l'extrême droite en général, nous additionnerons tout au long de cet article les voix recueillies par le candidat du MNR le 21 avril 2002 à celles du président du Front national.

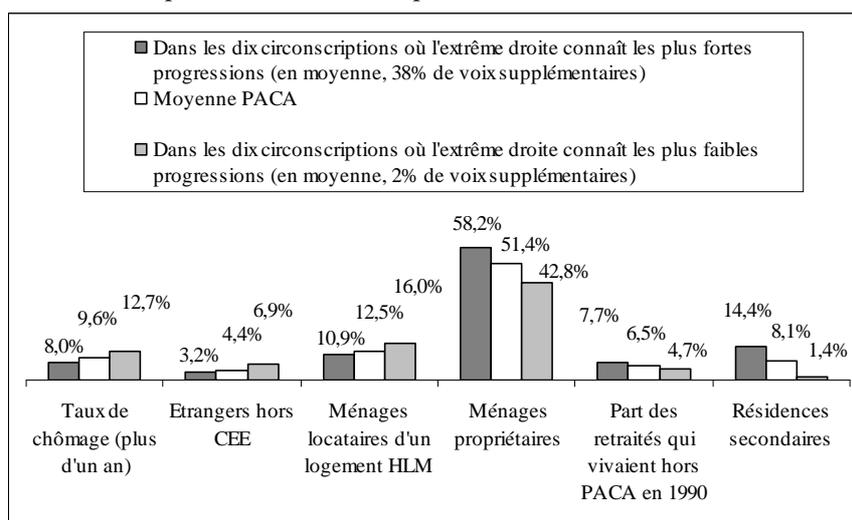
Graphique 1. Les dix plus fortes et les dix plus faibles progressions de l'extrême droite (en part des voix obtenues lors de l'élection présidentielle précédente).



Pour qui connaît un peu la région, il est évident que la physionomie générale du graphique-1 est à peu près exactement le contraire de celle à laquelle nous aurions pu nous attendre à la seule lecture des descriptions produites par la presse. Parmi les dix circonscriptions où l'extrême droite, non seulement progresse très faiblement, mais bien plus encore parfois recule, se trouvent les circonscriptions incontestablement parmi les plus urbaines et les plus « marquée[s] par la forte présence de l'immigration et par le chômage ». À ce propos, il faut sans doute rappeler ici que les circonscriptions législatives de Marseille 4, 7 et 3, sont les trois circonscriptions qui arrivent en tête des classements régionaux aussi bien en fonction de la présence d'étrangers nés hors CEE que du taux de chômage relevés en 1999. Du point de vue de ces deux indicateurs, ces circonscriptions peu propices à la progression de l'extrême droite présentent des chiffres bien supérieurs à la moyenne régionale. On observe, en revanche, parmi les dix circonscriptions au sein desquelles l'extrême droite obtient entre

33% et 45% de voix supplémentaires par rapport à 1995, la présence de circonscriptions — telles que Orange, Brignoles, Fréjus, Gap, Châteaurenard, etc — qui pourraient assez aisément constituer les étapes d'un circuit touristique au cœur d'une Provence des plus cossues. Bien plus troublant encore, en 1995 déjà, c'est au sein de ces circonscriptions que le recul de Le Pen par rapport à son score de 1988 fut de loin le plus faible de la région alors même que celui-ci subissait les pertes les plus fortes au sein des circonscriptions les plus urbaines et les plus défavorisées. Le lecteur se dira sans doute ici qu'une connaissance intuitive de la région ne peut en aucun cas suffire à faire ainsi le partage entre les zones les plus aisées et celles les plus touchées par des difficultés sociales. C'est pourquoi il est indispensable, afin de fonder notre analyse sur des données plus objectives, de mobiliser de manière plus systématique les indicateurs statistiques du dernier recensement de la population réalisé en 1999 par l'INSEE. Le graphique 2 propose ainsi de comparer la valeur de certains indicateurs dans les zones où l'extrême droite, au soir du 21 avril 2002, enregistre ses plus fortes et ses plus faibles progressions.

Graphique 2. Six indicateurs de l'INSEE en fonction de la progression de l'extrême droite entre les premiers tours des présidentielles de 1995 et 2002.



Deux groupes d'indicateurs apparaissent ici très clairement. Du côté des indices qui auraient dû corroborer les explications misérabilistes du vote FN — taux de chômage², étrangers hors CEE, ménages locataires d'un logement HLM — on observe des taux systématiquement moins élevés là où l'extrême droite progresse le plus. Pour souligner l'importance d'un tel fait, il nous a paru judicieux de confronter ces écarts à ceux d'un deuxième groupe d'indicateurs qui nous semblaient pouvoir réfuter *a contrario* la thèse qui attribue le soutien apporté à Jean-Marie Le Pen aux populations les plus démunies. Ainsi, la proportion de résidences secondaires dans les circonscriptions constitue incontestablement l'un des meilleurs indices permettant de repérer les territoires les plus attractifs au regard de populations dotées des pouvoirs d'achat probablement les plus forts de France si ce n'est

² Compte tenu de l'importance d'un chômage lié à certaines activités saisonnières de la région, nous avons préféré retenir ici le chômage de longue durée impliquant les demandeurs d'emploi depuis plus d'un an.

d'Europe. Dans le même ordre d'idée, la part des retraités qui vivaient en dehors de la région PACA en 1990 permet de repérer les zones où des populations également fortunées ont eu la possibilité de s'établir afin de jouir du meilleur cadre de vie possible. Enfin, la proportion de propriétaires témoigne de la présence d'habitants connaissant des « difficultés de vivre » sans doute moindre que les locataires de logements sociaux. Il est d'autant moins insignifiant de relever l'importance des écarts différentiels pour chacun de ces trois indicateurs — respectivement de 13, 3, et 15.4 points — qu'ils apparaissent systématiquement en faveur des circonscriptions au sein desquelles l'extrême droite a enregistré la plus forte progression.

On mesure ici à quel point les tableaux misérabilistes proposés par les médias au lendemain du 21 avril reposèrent avant tout sur des stéréotypes, c'est-à-dire des modèles d'explication que les commentateurs de l'actualité ont l'habitude de reproduire sans vérifier s'ils sont toujours adaptés à la situation. Mais démontrer en quoi le succès remporté par Jean-Marie Le Pen le 21 avril 2002 ne semble pas — du moins en région PACA — devoir grand-chose au terreau sociologique anémique qu'on lui prête trop souvent n'est certainement pas suffisant. Il importe tout autant de mettre au jour les caractéristiques de ce vote qui ont pu être occultées par la vision très sélective des stéréotypes généralement de mise.

Le vote de la villa ?

Dans le sillage de la tradition durkheimienne, les sciences sociales ont pris l'habitude de rechercher les liens causaux liant différents phénomènes en examinant les co-variations des indicateurs les concernant. Pour ce faire, les calculs des coefficients de corrélations — liant, par exemple, les scores du FN et un indicateur tel que le taux de chômage — s'avèrent souvent des plus instructifs³. Ils permettent d'établir, en effet, dans quelle mesure il est possible d'inférer que les variations de l'un dépendent des variations de l'autre. Cet outil est d'autant plus faible qu'il s'applique à l'échelle d'un ensemble d'unités d'analyse conséquent. Nous nous proposons ici de le mettre en œuvre sur les quarante circonscriptions législatives de la région PACA. Ainsi, pour tenter de mettre en exergue les facteurs ayant favorisé le vote Le Pen le 21 avril 2002, nous avons calculé les coefficients de corrélations qui lient les variations de la progression de l'extrême droite — toujours en pourcentage des voix obtenues lors de l'élection présidentielle précédente — à certains indicateurs relevés par l'INSEE lors du recensement de la population en 1999.

Tableau 1. Les coefficients de corrélation entre la part des catégories socioprofessionnelles et l'évolution de l'extrême droite entre 1995 et 2002 (en part des voix obtenues lors de l'élection précédentes).

Agriculteurs exploitants	0.52
Artisans commerçants	0.40
Ouvriers	0.17
Professions intermédiaires	0.12
Cadres	-0.13

³ Dans l'ensemble de cet ouvrage, les auteurs ont eu recours au coefficient de corrélation linéaire de Bravais-Pearson. Rappelons que plus ce dernier s'approche des valeurs (-1) et (+1) plus la corrélation est forte entre les variables étudiées.

Employés	-0.60
----------	-------

L'opération réalisée à partir des indicateurs relatifs aux catégories socioprofessionnelles s'avère quelque peu décevante. La plupart des coefficients paraissent trop faibles pour être tenus pour particulièrement éloquents, ou semblent, au mieux, confirmer le lien que la progression de l'extrême droite vote entretient avec la présence de catégories traditionnellement ancrées à droite : agriculteurs exploitants (0.52), artisans commerçants (0.40). À l'inverse, la présence de catégories socioprofessionnelles habituellement associées à la gauche ou à la droite modérée induit des corrélations négatives (employés -0.60, cadres -0.13) ou bien encore très faibles (ouvriers 0.17, professions intermédiaires 0.12). Compte tenu du caractère bien peu décisif de ces données, il nous est apparu utile de les confronter à d'autres corrélations plus riches en enseignements. Les forts écarts entre les proportions de propriétaires dans les zones de plus ou moins grande progression de l'extrême droite nous invitaient, en effet, à creuser un peu plus la piste des indicateurs liés aux modes d'habitat des populations de la région. Cette fois-ci, les coefficients de corrélation présentent des valeurs suffisamment élevées pour risquer une interprétation un peu plus étayée (voir tableau 2).

Tableau 2. Les coefficients de corrélation entre onze indicateurs INSEE et l'évolution de l'extrême droite entre les premiers tours des élections présidentielles de 1995 et 2002 (en part des voix obtenues lors de l'élection précédente).

Proportion de ménages disposant de deux voitures ou plus	0.77
Proportion de ménages propriétaires	0.74
Proportion de logements construits entre 1990 et 1999	0.72
Proportion de logements <i>individuels</i> construits entre 1990 à 1999	0.68
Proportion de logements individuels	0.67
Proportion de logements de six pièces ou plus	0.67
Proportion des actifs travaillant dans une autre commune	0.52
Proportion de ménages locataires d'un logement HLM	-0.22
Proportion d'étrangers hors CEE	-0.50
Taux de chômage de longue durée	-0.49
Proportion de ménages ne disposant d'aucune voiture	-0.73

Notons, pour commencer, que les données obtenues confirment que la proportion d'étrangers hors CEE ainsi que le taux de chômage n'ont aucunement favorisé la progression des deux candidats d'extrême droite. Bien au contraire, les coefficients en question — respectivement de (-0.50) et (-0.51) — permettent d'affirmer que plus la présence d'étrangers et le taux de chômage sont faibles, plus la progression de l'extrême droite est forte. Par contraste, les autres données du tableau apparaissent d'autant plus remarquables que bon nombre de coefficients semblent dessiner un système d'oppositions qu'il convient de commenter. Ainsi, les deux coefficients les plus élevés concernent la proportion de ménages disposant de deux voitures ou plus (0.77) ou, au contraire, ne disposant d'aucune voiture (-0.73). Le fait est d'autant plus frappant que la nomenclature de l'INSEE désigne à travers ces deux indicateurs deux cas de figure qui se distinguent d'un troisième bien plus courant : les

ménages disposant d'une voiture⁴. De même, on observe un fort coefficient positif révélant les forts liens entre les progressions de l'extrême droite et d'importantes proportions de ménages propriétaires (0.77). La nature de cette relation se devine plus précisément du fait de corrélations calculées à partir de la présence de logements construits récemment (0.72), logements sans doute en grande partie constitués de maisons individuelles (0.68), et qui témoignent en tous cas d'un certain confort (logements de six pièces ou plus 0.67). À ces informations, on peut encore ajouter que le vote du 21 avril en faveur des candidats du FN et du MNR s'avère d'autant plus en progrès par rapport au score obtenu par Jean-Marie Le Pen en 1995 que la proportion d'actifs travaillant en dehors de leur commune de résidence est grande (0.52).

On voit donc apparaître ici un portrait robot de l'électorat à l'origine de la qualification de Jean-Marie Le Pen bien différent de celui hâtivement brossé par la plupart des commentateurs. Loin d'être principalement issue des territoires les plus défavorisés de la région PACA, la progression de l'extrême droite lors du premier tour de la présidentielle 2002 est plutôt due à des territoires investis à des fins résidentielles par les populations qui en ont les moyens. Bien moins que les « cités délabrées » et leur cortège de « difficultés de vivre », ce sont les villas de ceux qui s'en tiennent soigneusement à distance qui, dans les départements du Sud-est, ont favorisé la progression de Jean-Marie Le Pen à l'occasion de l'élection présidentielle 2002.

À ce stade de l'analyse, la puissance des stéréotypes misérabilistes concernant les fondements sociologiques du vote FN portera sans doute le lecteur à percevoir le vote du 21 avril 2002 comme un cas particulièrement exceptionnel. Alors que d'ordinaire le Front national se nourrit de la désespérance des damnés de la terre, l'élection présidentielle 2002 aurait vu converger vers lui un électorat atypique. Après tout, les données relevées jusqu'ici pourraient aisément corroborer une hypothèse soulevée lors des débats relatifs à l'impact de la sur-médiatisation des enjeux sécuritaires lors de la campagne présidentielle : les mises en scène anxiogènes des problèmes liés à « l'insécurité » auraient jeté dans les bras de Jean-Marie Le Pen ceux qui craignent pour leurs biens. Cet argument fort convainquant présente pourtant l'inconvénient de faire une part trop belle à des circonstances extraordinaires modifiant de fond en comble l'assise traditionnelle du Front national. C'est pourquoi il est nécessaire d'examiner dans quelle mesure le substrat sociologique relativement aisé de la progression de l'extrême droite lors du vote du 21 avril se distingue ou non de celui de son implantation territoriale depuis 1988.

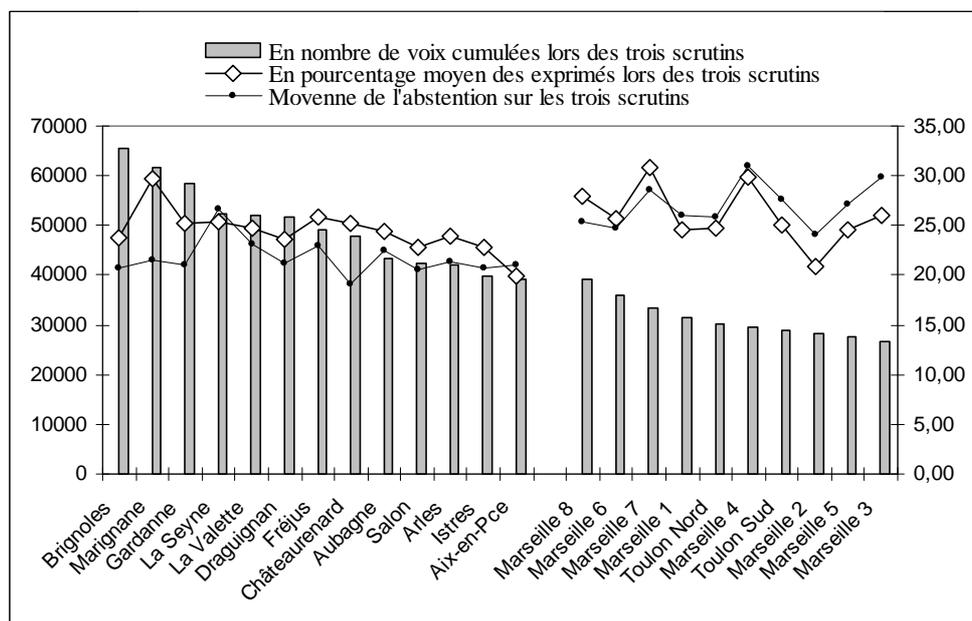
Le 21 avril, une exception qui confirme la règle ?

L'implantation de l'extrême droite sur le long terme — à défaut du seul vote du 21 avril — atteste-t-il de la pertinence des stéréotypes d'un vote FN manifestant la « désespérance sociale » ? La distribution territoriale des scores de l'extrême droite — et non

⁴ À l'échelle de la région 50.2% des ménages disposent d'une voiture, 22% n'en ont aucune tandis que 27.8% en disposent de deux ou plus.

plus simplement une évolution dont les effets pourraient s'avérer marginaux — justifie-t-elle au moins le recours systématique au modèle explicatif examiné plus haut ? Deux départements de la région paraissent particulièrement appropriés à l'examen de cette question capitale : les Bouches-du-Rhône et le Var. Ces derniers, en effet, sont marqués par de forts contrastes entre, d'une part des zones privilégiées bien connues (Cassis, Sausset-les-Pins, Hyères-les-Palmiers, Saint-Tropez, etc...), et d'autre part deux agglomérations urbaines (Marseille et Toulon) qui présentent des caractéristiques fort bien adaptées à l'interprétation misérabiliste des succès électoraux du FN. En 1999, ces deux villes affichaient un taux de chômage de longue durée de 13,6% et une proportion d'étrangers hors CEE de 5,7% tandis que, dans le reste des deux départements, ces deux indicateurs s'élevaient respectivement à 9,6% et 3,4%. Il paraît donc particulièrement utile d'examiner dans quelle mesure l'implantation territoriale de l'extrême droite au sein de ces deux départements de la région confirme ou non les stéréotypes les plus usuels en ce qui concerne les conditions censées favoriser le vote FN⁵. Pour ce faire, nous avons calculé, pour chacune des vingt-trois circonscriptions législatives concernés, la somme des voix, ainsi que la moyenne des scores en pourcentage, obtenues lors des premiers tours des présidentielles par Le Pen en 1988, par Le Pen en 1995, et enfin par Le Pen plus Mégret en 2002.

Graphique 3. Les scores de l'extrême droite aux premiers tours des élections présidentielles de 1988, 1995 et 2002, dans les Bouches-du-Rhône et le Var.



Le premier intérêt d'une telle opération est d'attirer notre attention sur la défiance nécessaire à l'encontre d'une analyse construite à partir de scores exclusivement mesurés en pourcentage des exprimés. De ce point de vue, en effet, il pourrait être tentant de bien hâtivement conclure à la pertinence manifeste de la thèse du vote anémique. Les pourcentages

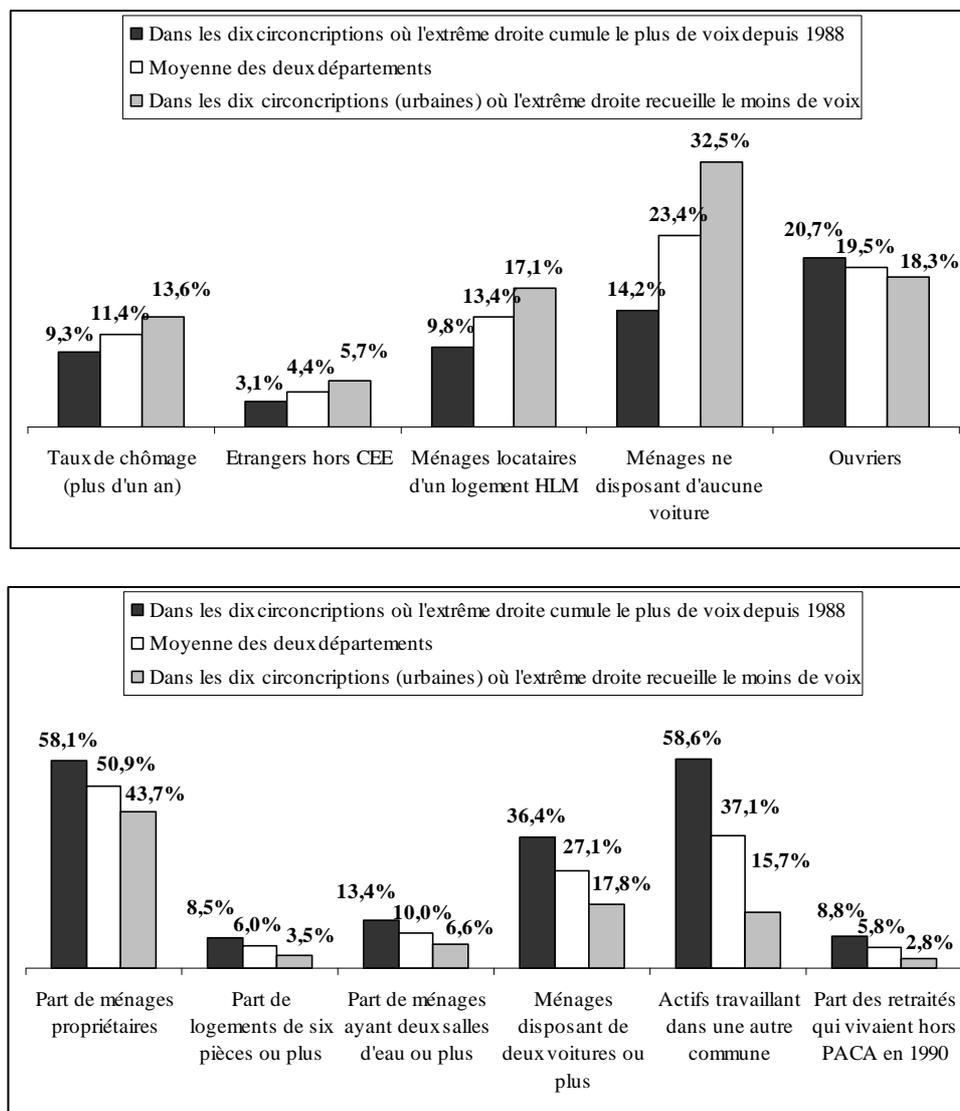
⁵ Bien que les analyses qui suivent aient été vérifiées à l'échelle des quarante circonscriptions de la région, nous avons donc préféré ici, pour des raisons de lisibilité, faire abstraction des Hautes-Alpes, des Alpes-de-Haute-Provence, et plus encore de ces deux bastions du FN que sont les Alpes-Maritimes et le Var, compte tenu de l'absence de contrastes aussi manifestes que dans les Bouches-du-Rhône et le Var.

moyens les plus élevées ne concernent-ils pas des circonscriptions telles que Marseille 4 et 7 qui nous sont apparues comme les plus en phase avec ces interprétations qui présentent le chômage, les cités délabrés, la présence d'étrangers, comme le terreau originel du Front national ? Pourtant, comme l'atteste le graphique 3, la prise en compte des voix cumulées par l'extrême droite depuis 1988 nous offre une toute autre perspective. Sur la base de ce critère, il apparaît clairement cette fois-ci que les dix contributions les plus faibles proviennent justement des dix circonscriptions les plus urbaines de Marseille et de Toulon. Soulignons bien, à ce propos, que la faiblesse relative de cet apport ne peut être interprétée comme un simple effet mécanique de la différence de taille des circonscriptions. En effet, si afin de changer d'unités d'analyse, l'on additionne en deux grands groupes les voix obtenues par l'extrême droite, on observe dès lors que depuis 1988 les dix circonscriptions de Marseille et de Toulon n'ont offert à l'extrême droite que 311.464 voix soit 33% de son « butin ». Dans le même temps les candidats du FN et du MNR obtenaient dans le reste des Bouches-du-Rhône et du Var pas moins de 644.851 voix qui correspondent à 67% des bulletins qui leur furent favorables. L'importance de cet apport apparaît d'autant moins négligeable qu'il semble bien être le fait d'une mobilisation électorale bien plus marquée que dans les dix circonscriptions de Marseille et de Toulon. Au sein de ces dernières, en effet, la moyenne des taux d'abstention au premier tour des élections présidentielles de 1988, 1995 et 2002, s'élève à 27,01% des inscrits contre seulement 21,70% dans le reste des deux départements. En d'autres termes, l'impression d'un vote FN principalement alimenté par des métropoles urbaines en crise doit ici beaucoup à des taux d'abstention qui permettent à l'extrême droite — et en dépit d'un nombre de voix plus limité — d'obtenir des scores en pourcentage très remarquables. Afin de neutraliser ces biais introduits par une analyse en pourcentage sourde aux effets d'une abstention différentielle au sein de circonscriptions inégales, nous avons choisi d'additionner le nombre de voix recueillies par les candidats d'extrême droite au sein de deux grands groupes : d'une part les dix circonscriptions où les candidats d'extrême droite aux élections présidentielles ont cumulé le moins de voix depuis 1988, et d'autre part dans les dix circonscriptions qui ont le plus contribué à les alimenter en voix. Pour être plus précis, d'une part le groupe de ces dix circonscriptions urbaines de Marseille et de Toulon, et d'autre part les dix circonscriptions de Brignoles, Marignane, Gardanne, La Seyne, La Valette, Draguignan, Fréjus, Châteaurenard, Aubagne, et Salon⁶. Il ne reste plus dès lors — afin d'éprouver cette thèse selon laquelle les zones les plus défavorisées seraient les plus favorables au vote du FN ou MNR — de comparer là encore la valeur de certains indicateurs INSEE au sein de ces deux grands groupes. Compte tenu de l'amplitude de quatorze années qui sépare l'élection de 1988 à celle de 2002, on pourrait évidemment regretter le fait de s'en remettre aux seules données du recensement de 1999. L'idéal aurait été de pouvoir travailler à partir des progressions des divers indicateurs dans l'intervalle de plusieurs recensements. Malheureusement, l'INSEE n'ayant pas agrégé les données du recensement de 1990 à

⁶ Afin de pouvoir comparer des échantillons de dix unités chacun nous avons donc écarté ici les circonscriptions d'Arles, d'Istres et d'Aix-en-Provence.

l'échelle des circonscriptions législatives, nous nous en tiendrons au postulat selon lequel les évolutions socioéconomiques n'ont probablement pas profondément modifié les écarts entre les circonscriptions, du moins pas dans des proportions suffisamment importantes pour invalider les enseignements examinés ci-dessous. Le graphique 4 résume les principales informations qu'il importe de commenter.

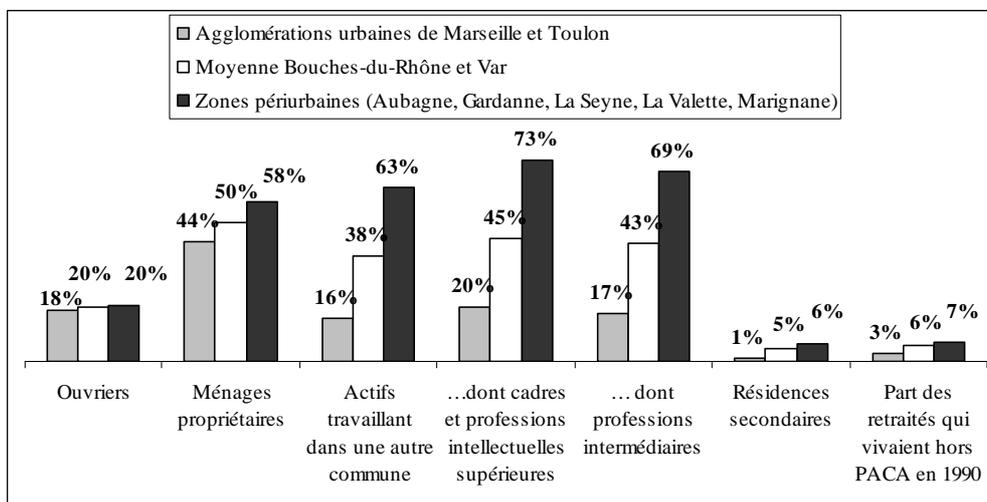
Graphique 4. Onze indicateurs de l'INSEE au sein des zones de force et de faiblesse de l'extrême droite dans les Bouches-du-rhône et le Var.



Le premier constat est que l'on retrouve ici les contrastes observés à propos de la seule progression de l'extrême droite à l'issue du vote du 21 avril 2002. Une fois de plus, aucun des écarts de points observés ne remet en cause l'impression d'un vote d'extrême droite bien peu ancré dans la « désespérance sociale ». Ainsi, aucun des quatre indicateurs les plus appropriés aux interprétations misérabilistes du vote FN ne s'avère plus élevé dans ses bastions que dans ses zones de faiblesse. Seule la part d'ouvriers pourrait sembler corroborer cette variante de la thèse du vote anémique selon laquelle le succès électoral de Jean-Marie Le Pen serait une forme de symptôme de l'industrie en crise. Mais nous reviendrons plus loin sur l'argument...

Les six indicateurs témoignant d'une certaine aisance sociale, en revanche, se révèlent particulièrement élevés dans les bastions de l'extrême droite. Une fois de plus, les forts écarts qui caractérisent la part d'actifs travaillant dans une autre commune, la part de ménages disposant de deux voitures ou plus, et enfin la part de retraités qui vivaient hors PACA en 1990, trahissent le rapport privilégié que le vote FN entretient avec des zones résidentielles. Pour bien évaluer l'importance du phénomène, il convient sans doute de s'arrêter plus particulièrement sur les circonscriptions les plus immédiatement périphériques des agglomérations urbaines de Marseille et Toulon : à savoir les circonscriptions de Marignane, Gardanne, La Seyne, La Valette, Aubagne, où l'extrême droite a accumulé un nombre de voix très important. Le passé industriel de ces territoires, en effet, porte souvent les commentateurs à vouloir trouver en ces lieux la preuve de la relation étroite que le vote FN entretiendrait avec la crise, en l'occurrence, de l'activité ouvrière⁷. Or, ces périphéries urbaines sont, depuis un certain temps déjà, bien moins des zones ouvrières que des zones pavillonnaires très recherchées par les populations les moins démunies de la région. Comme l'atteste le graphique 5, ces circonscriptions se caractérisent avant tout par des indicateurs qui témoignent de l'installation de populations non-ouvrières à des fins essentiellement résidentielles. En outre, ces territoires ne sont nullement épargnés par un héliocentrisme portant des populations aisées en fin d'activité à investir les lieux. Ainsi, les parts de résidences secondaires et de retraités qui vivaient hors PACA en 1990 demeurent dans ces circonscriptions supérieures à la moyenne régionale.

Graphique 5. Les caractéristiques des zones périurbaines par rapport aux autres territoires.



Ainsi, dans ces territoires comme ailleurs dans la région, l'implantation de l'extrême droite semble bien moins résulter d'une supposée paupérisation que d'une pression immobilière qui condamne les plus démunis à un constant appauvrissement relatif. Les « difficultés de vivre » et « l'angoisse », par exemple, des ouvriers de la région PACA se nourrissent sans doute moins de la présence de l'immigration extracommunautaire et de

⁷ Ceci est plus particulièrement vrai en ce qui concerne Gardanne (et son bassin minier) et La Seyne (et ses chantiers navals).

l'insécurité que de la cohabitation avec des catégories à fort pouvoir d'achat qui se disputent une place au soleil de plus en plus chère. Pour finir, ces différents types de populations — ouvriers, propriétaires, retraités fortunés, etc — contribuent conjointement au succès du Front national pour des raisons fort distinctes mais, en définitive, interdépendantes. Dans tous les cas, nous sommes sans doute bien loin, en région PACA, des processus postulés par les habituelles interprétations misérabilistes des ressorts du vote du Front national.

Les effets de la prophétie auto réalisatrice ?

Ainsi, bon nombre d'éléments permettent de relever tout ce qui sépare, d'une part les modalités effectives de l'implantation de l'extrême droite en région PACA, et d'autre part les explications habituellement mobilisées à ce propos. Il peut paraître dès lors pertinent de s'interroger sur les effets que peut en définitive produire la diffusion de stéréotypes si peu ajustés aux faits dont ils prétendent rendre compte. Autrement dit, quelles peuvent être les conséquences de la diffusion massive de ces analyses qui apparentent systématiquement le vote FN à une forme d'expression des populations en difficulté ? Comment lesdites analyses peuvent-elles orienter le choix de certains électeurs particulièrement concernés par les problèmes dont les scores de Jean-Marie Le Pen, nous dit-on si souvent, ne seraient que le reflet ? Pour tenter de répondre à ces questions, il peut être éclairant d'examiner comment le système de relations observé plus haut a évolué entre les deux tours de l'élection présidentielle 2002. Nous avons ainsi calculé (voir tableau 3) les coefficients entre certains des indicateurs de l'INSEE observés précédemment et, cette fois-ci, l'évolution de l'extrême droite entre le premier tour de l'élection présidentielle de 1995 et le second tour de 2002 (toujours mesurée en part des voix obtenues lors du scrutin précédent).

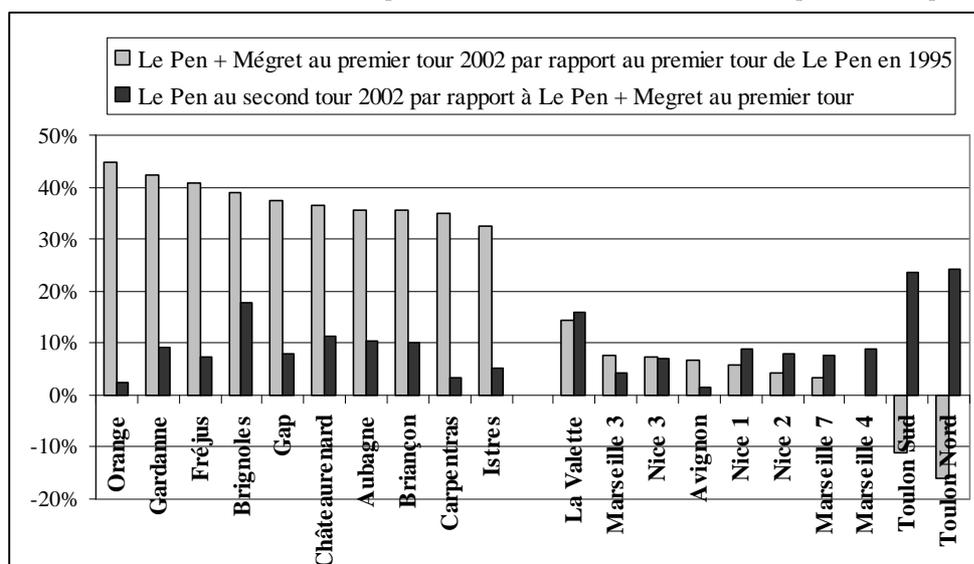
Tableau 3. Les coefficients de corrélation entre onze indicateurs INSEE et l'évolution de l'extrême droite entre trois scrutins des élections présidentielles de 1995 et 2002.

	Entre le premier tour de 1995 et le second tour de 2002	Entre les premiers tours de 1995 et 2002 (rappel)
Proportion de ménages disposant de deux voitures ou plus	0,83	0,77
Proportion de ménages propriétaires	0,82	0,74
Proportion de logements construits entre 1990 et 1999	0,79	0,72
Proportion de logements <i>individuels</i> construits entre 1990 et 1999	0,76	0,68
Proportion de logements <i>individuels</i>	0,75	0,67
Proportion de logements de six pièces ou plus	0,73	0,67
Proportion des actifs travaillant dans une autre commune	0,62	0,52
Proportion de ménages locataires d'un logement HLM	-0,31	-0,22
Proportion d'étrangers hors CEE	-0,64	-0,50
Taux de chômage	-0,51	-0,49
Proportion des actifs travaillant dans leur commune de résidence	-0,62	-0,52
Proportion de ménages ne disposant d'aucune voiture	-0,79	-0,73

Le premier fait marquant réside, bien évidemment, dans l'accentuation notable des corrélations que nous avons déjà relevées lors du premier tour. Ainsi, tous les indicateurs

d'aisance s'avèrent encore plus fortement corrélés avec la progression de Jean-Marie Le Pen entre le premier tour de 1995 et le second tour de 2002. Les proportions des ménages disposant d'au moins deux voitures et de ménages propriétaires, par exemple, présentent des coefficients de (0.83) et (0.82) alors même qu'ils s'élevaient déjà à (0.77) et (0.74) en ce qui concerne la progression des deux candidats d'extrême droite lors du seul premier tour 2002. De même, les corrélations négatives liant la progression de l'extrême droite à des indicateurs tels la proportion d'étrangers ou de ménages louant un logement HLM se renforcent à l'issue du second tour 2002. Cette tendance confirme un peu plus le fait que le substrat social plutôt « favorisé » du vote FN — loin de caractériser la seule progression du 21 avril 2002 — constitue un trait structurel des modalités de l'implantation territoriale de l'extrême droite en région PACA. Cette interprétation générale ne doit pourtant pas nous interdire d'observer des fluctuations qui bien que relativement marginales méritent la plus grande attention. Le graphique 6 se propose ainsi d'examiner l'évolution de l'extrême droite entre les deux tours de la présidentielle 2002 dans les circonscriptions où nous avons observé, à l'issue du premier tour, les dix meilleurs et les dix plus faibles progressions par rapport à 1995.

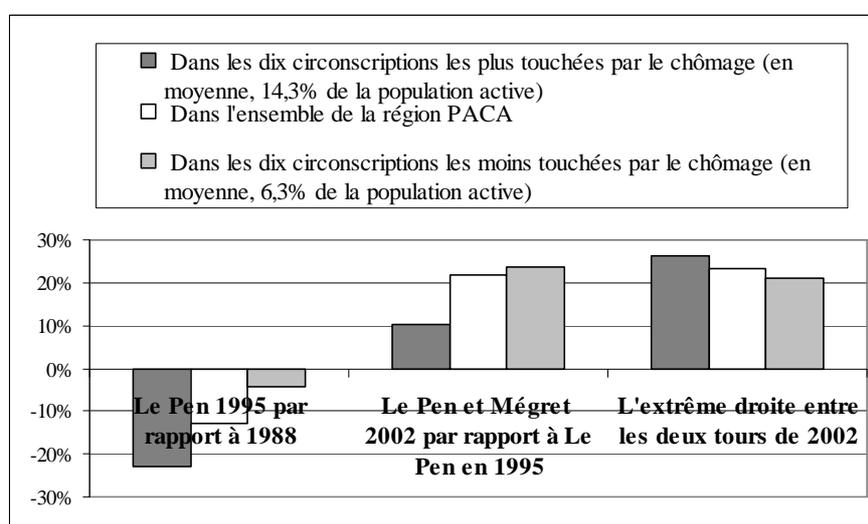
Graphique 6. L'évolution de l'extrême droite en part des voix obtenues lors du scrutin présidentiel précédent



Certes, il apparaît bien ici à quel point le second tour du 5 mai 2002 a permis à Jean-Marie Le Pen de progresser plus encore dans ces circonscriptions — bien peu « défavorisées » — qui contribuèrent déjà fortement à sa qualification à l'issue du premier tour. Pourtant, le fait le plus marquant réside sans doute dans les fortes progressions enregistrées dans les zones les plus conformes aux tableaux misérabilistes véhiculés par les médias pour rendre compte du choc électoral du 21 avril 2002. Notons, à ce propos que, si à l'occasion du premier tour les circonscriptions de Toulon Sud et Nord se classaient seulement au trente-neuvième et quarantième rang des progressions de l'extrême droite par rapport à 1995, le scrutin du 5 mai leur permet de passer directement au rang de première et seconde circonscriptions au sein desquelles Jean-Marie Le Pen enregistre les plus fortes progressions depuis le 21 avril. La même comparaison permet de relever que Marseille 4 passe, dans le même temps, du 38^{me} rang au 19^{me} rang, tandis que Marseille 7 progresse du 37^{me} au 25^{me} rang. Cette inflexion

remarquable au sein des quatre circonscriptions qui présentent les taux de chômage de longue durée les plus élevés de la région nous convie à placer cet indicateur au cœur de notre analyse des changements intervenus entre les deux tours de la présidentielle 2002. Si les analyses des résultats du premier tour 2002 ont largement réfuté le postulat d'un lien causal entre le chômage et la progression de l'extrême droite, que nous révèlent, cette fois-ci, les données propres au deuxième tour ? La réponse se doit, bien sûr, de resituer les changements intervenus entre le 21 avril et le 5 mai 2002 par rapport à des évolutions de plus long terme. Pour ce faire, nous serons malheureusement contraints, là encore, de nous en tenir aux seuls chiffres du recensement de 1999. Ceci n'est sans doute pas réducteur dans la mesure où les grands écarts qui séparent les cas limites de la région ne se sont sans doute pas résorbés au fil des variations générales du nombre des demandeurs d'emploi. Quoi qu'il en soit, il convient de garder à l'esprit qu'il est question ici, non pas d'évaluer le poids de la variable du chômage sur le vote Le Pen, mais plus simplement de trouver le critère le moins subjectif possible pour pouvoir comparer plus précisément l'évolution de l'extrême droite dans des territoires plus ou moins « défavorisés ». Or, le chômage de longue durée apparaît effectivement comme un indice particulièrement représentatif des difficultés sociales qui peuvent affecter ou non les circonscriptions législatives que nous avons retenues comme unité d'analyse⁸. Sur la base de cet incontournable critère, le graphique 7 se propose donc de confronter la progression de l'extrême droite depuis 1988 dans des groupes de circonscriptions plus ou moins fortement touchées par le chômage de longue durée.

Graphique 7. Le taux de chômage de longue durée en 1999 et l'évolution de l'extrême droite (en part des voix obtenues lors du scrutin précédent).



Comme on peut le voir ici, en 1995, le recul de Jean-Marie Le Pen par rapport à ses scores de 1988 fut bien plus marquée dans les circonscriptions traditionnellement les plus

⁸ Ainsi, à l'échelle des quarante circonscriptions de la région, la proportion des chômeurs de longue durée est souvent fortement corrélée aux indicateurs mentionnés plus haut : étrangers hors CEE (0.73), ménages locataires d'un logement HLM (0.63), ménages ne disposant d'aucune voiture (0.54), ménages propriétaires (-0.65), ménages disposant de deux salles d'eau ou plus (-0.63), résidences secondaires (-0.46), actifs travaillant dans une autre commune (-0.46), ménages disposant de deux voitures ou plus (-0.46)...

touchées par le chômage (Marseille 4, 7, 3, 8, 5, Toulon Sud et Nord, Arles, La Seyne, Istres). En revanche, dans les dix circonscriptions les plus épargnées par le chômage, le candidat du FN perdit seulement 4% de ses voix de 1988 contre 13% dans l'ensemble de la région PACA. Celui-ci, compte tenu de cette évolution, récolte à cette date un nombre de voix pratiquement identique dans les deux zones que nous avons distinguées ici. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2002, la progression de l'extrême droite se caractérise à nouveau par un différentiel en faveur des circonscriptions de la région qui abritent le moins de demandeurs d'emploi. Ainsi, par rapport à 1995, Jean-Marie Le Pen gagne, cette fois-ci, seulement 10% de voix supplémentaires dans les zones les plus touchées par le chômage contre 24% dans les dix circonscriptions les moins concernées par le phénomène (à savoir, Briançon, Gap, Menton, Cagnes, Digne, Nice 4, Antibes, Manosque, Nice 3, Grasses). À cette date, le président du FN obtient dans cette portion de territoire un nombre de voix supérieur à celui qu'il emporte dans les circonscriptions qui composent le quartile supérieur du chômage. Un tel fait, comme on l'a rappelé plus haut, n'a nullement empêché les médias, aussi bien nationaux que locaux, de réactiver ce stéréotype qui attribue au chômage un statut de premier ordre parmi les facteurs censés jouer en faveur de l'extrême droite. Le comble ici réside dans le fait que cette interprétation était sans doute déjà aussi inappropriée à la situation réelle du premier tour de 1995 qu'à celui de 2002. Dans de telles conditions, les caractéristiques de l'évolution de l'extrême droite entre les deux tours 2002 n'en paraissent que plus remarquables. Cette fois-ci, en effet, le critère du chômage semble effectivement jouer en faveur de Jean-Marie Le Pen. Par rapport à ses propres scores du premier tour, auxquels nous avons additionné ceux de Bruno Mégret, le président du FN recueille 21% de voix supplémentaires dans les zones peu touchées par le chômage contre 26% dans les circonscriptions au sein desquelles ce dernier atteint des taux records. Ce renversement d'une tendance avérée depuis 1988 paraît d'autant plus frappant qu'il advient dans un laps de temps se limitant aux quinze journées qui séparent les deux tours de la présidentielle 2002.

Comment résumer dès lors l'interprétation que nous pensons déduire de l'ensemble des données examinées jusqu'ici ? Premièrement, la forte implantation de l'extrême droite dans la région PACA résulte de la convergence de votes très différents qui devraient inciter les commentateurs à refuser toute lecture univoque. S'il convient, bien sûr, de ne pas sous-estimer la capacité de Jean-Marie Le Pen à séduire un électorat effectivement confronté à des difficultés sociales⁹, il importe pour autant de *ne pas attribuer à ce dernier la responsabilité exclusive des succès du FN*. En l'absence d'une telle prudence, l'interprétation massive du vote FN à partir des stéréotypes misérabilistes les plus usuels occulte bien plus la réalité du phénomène qu'elle ne l'explique. Au lendemain de la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle 2002, la réactivation de ces modèles d'explication était d'autant moins ajustée à la situation que la progression de l'extrême droite par rapport à 1995

⁹ Il convient de noter, par exemple, qu'en 1997 comme en 2002, le recul des candidats FN comparativement aux scores obtenus par Jean-Marie Le Pen lors de l'élection présidentielle précédente semble moins marqué dans certaines des circonscriptions les plus « défavorisées » de la région. Le FN dispose donc bel et bien dans les « quartiers » dit difficiles d'un électorat sans doute parmi les plus militants et fidèles.

ne devait pas grand-chose aux zones les plus défavorisées de la région, bien au contraire. Toutefois, s'il n'est pas rare de voir un phénomène advenir par le fait même d'avoir été annoncé, alors il devrait être possible d'apparenter les effets de la forte médiatisation de la théorie misérabiliste du vote FN entre les deux tours de la présidentielle 2002 à la grande famille des prophéties auto-réalisatrices¹⁰. Les sciences sociales savent depuis longtemps, en effet, et grâce notamment au fameux théorème de Thomas, que si des acteurs sociaux définissent des situations comme réelles, alors elles deviennent réelles dans leurs conséquences. Plus exactement, on peut dire à la suite de R. K. Merton, que « la prédiction créatrice débute par une définition fautive de la situation, provoquant un comportement nouveau qui rend vraie la conception fautive à l'origine »¹¹. Dans le cas qui nous intéresse ici, on ne pourrait ignorer le fait que les représentations véhiculées par les médias à propos du Front national peuvent grandement alimenter et amplifier la propagande des promoteurs du mouvement. Si les journalistes se plaisent à traquer la « désespérance sociale » censée tourmenter les électeurs du Front national, Jean-Marie Le Pen et ses affidés, pour leur part, se font fort de leur indiquer les voies de l'espérance ! Ainsi, le discours de Saint-Cloud, tenu par le président du FN après l'annonce de sa qualification au second tour, illustre à lui seul les nombreuses homologies que les professions de foi de l'extrême droite française entretiennent avec les stéréotypes catastrophistes de la plupart des commentateurs :

N'ayez pas peur. Rentrez dans l'espérance. L'événement, c'est le 5 mai. N'ayez pas peur de rêver, vous les petits, les sans-grade, les exclus. Ne vous laissez pas enfermer dans les vieilles divisions de la gauche et de la droite. Vous, qui avez supporté depuis 20 ans toutes les erreurs et les malversations des politiciens. Vous, les mineurs, les métallos, les ouvrières et les ouvriers de toutes ces industries ruinées par l'euro-mondialisme de Maastricht. Vous, les agriculteurs aux retraites de misère et acculés à la ruine et à la disparition. Vous, qui êtes les premières victimes de l'insécurité, dans les banlieues, les villes et les villages. (...) Sachez que, homme du peuple, je serai toujours du côté de ceux qui souffrent, parce que j'ai connu le froid, la faim, la pauvreté.

Pour le dire en d'autres termes, les stéréotypes relatifs aux succès de Jean-Marie Le Pen ont pu conduire certains électeurs à se comporter conformément aux représentations qu'ils véhiculent. Comment pourrait-il en être autrement ? Comment ceux qui souffrent, et sont effectivement affectés par des difficultés de vivre tel le chômage, pourraient-ils — face à un tel bombardement médiatique — ne pas être convaincus que le vote FN est le comportement le mieux à même de manifester publiquement leur désarroi ? Comment, alors que les commentateurs les mieux autorisés érigent le vote Le Pen en baromètre infaillible des crises sociales, ne pas se persuader que la réponse à chaque inquiétude ne doit effectivement s'exprimer sous la forme d'un soutien au candidat du FN ? De fait, alors même que le succès remporté par Jean-Marie Le Pen le 21 avril 2002 doit sans doute beaucoup à des populations relativement aisées, l'explication misérabiliste du phénomène a sans doute fortement contribué à ramener vers lui des populations défavorisées qui s'en étaient en partie écartées

¹⁰ L'on doit le concept de *self-fulfilling prophecy* à la lecture que le sociologue américain Robert Merton proposa du théorème de Thomas énoncé plus loin dans le texte.

¹¹ Cité par D. Colas, *Sociologie politique*, Presses Universitaires de France, Paris, 1994, p.159.

depuis 1988. Bien sûr, il a été prouvé qu'il était très difficile de déterminer avec certitude dans quel sens pouvait s'exercer l'influence des médias sur le vote. En l'occurrence, il convient toujours de faire preuve de la plus grande prudence. Pourtant, lorsqu'une tendance s'inverse subitement à l'échelle d'une quinzaine de jours, il paraît bien difficile d'avoir recours à une hypothèse alternative plus probante. Quoi qu'il en soit, le caractère provocateur de cette hypothèse aura peut être le mérite de souligner à quel point l'analyse des données à l'échelle de la région devrait toujours apparaître plus satisfaisante que la simple réactivation de stéréotypes souvent plus aveuglants qu'éclairants.